

# ORGANISATION MONDIALE

## DU COMMERCE

G/L/654  
31 octobre 2003

(03-5796)

---

### Comité de l'évaluation en douane

#### RAPPORT (2003) DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

##### A. GÉNÉRALITÉS

1. L'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'Accord) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Le présent rapport couvre l'année 2003. Il traite des travaux entrepris par le Comité de l'évaluation en douane (le Comité) dans le cadre des objectifs de l'Accord, qui sont les suivants: assurer plus d'uniformité et de certitude dans la mise en œuvre des dispositions de l'article VII du GATT de 1994; établir un système équitable, uniforme et neutre d'évaluation en douane des marchandises, qui exclut l'utilisation de valeurs en douane arbitraires ou fictives; faire en sorte que la base de l'évaluation en douane des marchandises soit, dans la mesure du possible, la valeur transactionnelle des marchandises à évaluer; et assurer des avantages supplémentaires au commerce international des pays en développement.

2. Pendant la période considérée, le Comité a tenu trois réunions formelles, le 28 février (G/VAL/M/34) sous la présidence de M. Raimundas Karoblis (Lituanie); les 23 mai, 22 juillet et 6 octobre (G/VAL/M/35 et Add.1) sous la présidence de M. Karoblis le 23 mai et de M. Ivan Lee (Hong Kong, Chine) les 22 juillet et 6 octobre; et le 6 octobre (G/VAL/M/36) sous la présidence de M. Lee. À la réunion du 23 mai, le Comité a élu M. Ivan Lee (Hong Kong, Chine) à la présidence pour 2003-2004.

3. Tous les Membres de l'OMC peuvent participer aux travaux du Comité. En outre, les gouvernements auxquels le Conseil général de l'OMC a accordé le statut d'observateur ont assisté aux réunions du Comité en qualité d'observateurs. À la réunion d'avril 1997, le Comité a accordé le statut d'observateur aux organisations qui avaient obtenu ce statut sur une base *ad hoc*, à savoir la CNUCED et l'OMD, ainsi qu'au Groupe ACP et à la BID. Le Comité a pris note du fait que la Banque mondiale et le FMI avaient le statut d'observateur en vertu des accords entre ces organisations et l'OMC.

4. Le règlement intérieur du Comité, approuvé par le Conseil du commerce des marchandises, figure dans le document G/L/146.

##### B. MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD

5. Pendant la période considérée, aucun pays en développement Membre n'a continué de différer l'application de l'Accord conformément aux dispositions de l'article 20:1. À la date de distribution du présent rapport, un Membre (les Émirats arabes unis) maintient une prorogation du délai d'application conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe III. Une demande de prorogation est toujours en suspens, en attendant l'accord des Membres. Le Comité est convenu que les textes des législations nationales de ces pays en développement Membres lui seraient communiqués avant que ces pays ne commencent à appliquer les dispositions de l'Accord (G/VAL/5, paragraphe B.2 ii)). En outre, à la date de distribution du présent rapport, quatre Membres maintiennent des réserves, ainsi qu'ils peuvent le faire au titre du paragraphe 2 de l'Annexe III, en ce qui concerne les valeurs

minimales ou en ce qui concerne les dispositions de l'article IX relatives aux dérogations (El Salvador, Guatemala, Madagascar et Sri Lanka).

6. À ce jour, 74 Membres ont notifié leur législation nationale concernant l'évaluation en douane (ce chiffre inclut les 14 Membres qui ont présenté des communications indiquant que leur législation, notifiée au titre de l'Accord relatif à l'évaluation en douane du Tokyo Round, restait valable dans le cadre de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC, mais n'inclut pas les membres de la CEE pris individuellement). Cinquante-sept Membres (dont un bénéficie d'une dérogation et un a demandé une prorogation du délai au titre de l'article 20:1) n'ont pas encore présenté de notification (voir l'annexe).

#### C. ACTIVITÉS DU COMITÉ

7. À la réunion du 28 février 2003:

- Le Comité a adopté une décision accordant à Sri Lanka une réserve l'autorisant à continuer d'utiliser les valeurs minimales pendant deux ans de plus (G/VAL/53).

8. À la réunion du 23 mai 2003 (et aux réunions du 22 juillet et du 6 octobre, où le Comité a repris l'examen du point de l'ordre du jour suspendu à la réunion du 23 mai):

- le Comité a achevé l'examen des modifications de la législation de l'Australie et de la législation de la Bolivie, de Brunéi Darussalam, de la Chine, de la Côte d'Ivoire, de Cuba, du Maroc et de la Slovaquie. Il est convenu de revenir sur la législation du Burkina Faso et sur les modifications de la législation de l'Inde à la réunion suivante;
- le Comité a pris note des renseignements compris dans le document G/VAL/2/Rev.16, qui contient la liste des Membres ayant invoqué les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane concernant le traitement spécial et différencié. Il a également pris note du document G/VAL/W/76/Add.5, qui contient un état mis à jour des prescriptions en matière de notification conformément aux décisions de prorogation et aux réserves concernant les valeurs minimales, et des notifications présentées au titre des décisions relatives aux prorogations de délai et aux réserves concernant les valeurs minimales;
- le Comité est convenu d'accorder une prorogation du délai aux Émirats arabes unis (G/VAL/55) conformément au paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord;
- le Comité a pris note des cinq documents contenant les examens annuels (G/VAL/W/29, G/VAL/W/43, G/VAL/W/77, G/VAL/W/89 et G/VAL/108) et est convenu que le nouveau président examinerait la question au moyen de consultations entre les Membres intéressés;
- le Comité est convenu de revenir à la réunion suivante sur la question des interrogations de l'Inde concernant certaines politiques d'évaluation des Communautés européennes;
- aucune orientation claire n'a été donnée sur la question d'un nouvel examen de l'Accord sur l'inspection avant expédition; il a été convenu de revenir sur ce sujet à la réunion suivante;
- le Comité a poursuivi l'examen du paragraphe 8.3 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre et est convenu de suspendre l'examen de ce

point de l'ordre du jour en attendant que le nouveau Président procède à des consultations. Le 22 juillet et le 6 octobre, le Comité a repris l'examen de cette question. Il a été convenu que le Président continuerait de procéder à des consultations sur la question sous sa propre responsabilité;

- le Comité a examiné la suite à donner au Programme de travail sur l'assistance technique et le renforcement des capacités;
- le Comité a pris note du rapport sur les travaux en cours du Comité technique;
- le Comité a élu M. Ivan Lee (Hong Kong, Chine) Président pour 2003-2004.

9. À la réunion du 6 octobre 2003:

- le Comité a pris note des questions posées à l'Arménie, au Burkina Faso, à la Chine, à l'Inde et à la Thaïlande et est convenu de revenir sur les notifications de la législation de ces Membres à la réunion suivante;
- le Comité a pris note des renseignements contenus dans le document G/VAL/2/Rev.17, qui contient la liste des Membres ayant invoqué les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane concernant le traitement spécial et différencié. Il a également pris note du document G/VAL/W/76/Add.6, qui contient un état mis à jour des prescriptions en matière de notification conformément aux décisions de prorogation et aux réserves concernant les valeurs minimales, et des notifications présentées au titre des décisions relatives aux prorogations de délai et aux réserves concernant les valeurs minimales;
- le Comité a achevé le processus d'examen transitoire de la Chine conformément au paragraphe 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine;
- le Comité a adopté son rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises;
- le Comité est convenu de revenir sur le point concernant les quatrième à neuvième examens annuels (G/VAL/W/124) à la réunion de l'automne 2004 du Comité ou à une date antérieure si un Membre modifiait sa position sur la question;
- le Comité est convenu de revenir sur la question des politiques d'évaluation en douane des Communautés européennes en attendant les réponses des CE aux questions posées par le Brésil;
- le Comité est revenu sur la question du paragraphe 8.3 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre adoptée à Doha. Il a été convenu que le Président continuerait de procéder à des consultations sous sa propre responsabilité. Le Comité reviendrait sur la question à la réunion formelle suivante ou à une date antérieure si la position des Membres évoluait;
- le Comité est convenu de revenir sur la question de l'examen prévu à l'article 6 de l'Accord sur l'inspection avant expédition à la réunion suivante;
- au titre du point "Autres Questions", les États-Unis ont posé des questions au Mexique au sujet de l'utilisation des prix estimés et des méthodes de vérification après importation.

# ANNEXE<sup>1</sup>

## Notifications

Membres	Membres ayant indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (G/VAL/M/1)	Membres ayant communiqué leur législation ou les modifications y relatives conformément à l'article 22:1 et 22:2 de l'Accord	Membres ayant communiqué leurs réponses à la liste de questions (G/VAL/5)	Membres différant l'application de l'Accord conformément à l'article 20:1 ou au paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord ou à l'article IX de l'Accord sur l'OMC
Afrique du Sud	s.o.	VAL/1/Add.15 + Corr.1 + Suppl.1-3 G/VAL/N/1/ZAF	VAL/2/Rev.1/Add.13	
Albanie	s.o.	G/VAL/N/1/ALB/1		
Angola	s.o.			
Antigua-et-Barbuda	s.o.			
Argentine	G/VAL/N/1/ARG/1	VAL/1/Add.22 + Suppl.1-4 +Suppl. 2/Rev.1	VAL/2/Rev.2/Add.4	
Arménie		G/VAL/N/1/ARM/1	G/VAL/N/2/ARM/1	
Australie	G/VAL/N/1/AUS/1	VAL/1/Add.14 + Suppl.1-4 G/VAL/N/1/AUS/2	VAL/2/Rev.1/Add.12 + Suppl.1	
Bahreïn	s.o.			
Bangladesh	s.o.			
Barbade	s.o.			
Belize	s.o.			
Bénin	s.o.			
Bolivie	s.o.	G/VAL/N/1/BOL/1		
Botswana		VAL/1/Add.16		
Brésil	G/VAL/N/1/BRA/1	VAL/1/Add.20 + Suppl.1 G/VAL/N/1/BRA/2 et 3	VAL/2/Rev.2/Add.3	
Brunéi Darussalam	s.o.	G/VAL/N/1/BRN/1	G/VAL/N/2/BRN/1	
Bulgarie	s.o.	G/VAL/N/1/BGR/1	G/VAL/N/2/BGR/1	
Burkina Faso	s.o.	G/VAL/N/1/BFA/1		
Burundi	s.o.			
Cameroun	s.o.			
Canada	G/VAL/N/1/CAN/1	VAL/1/Add.17 + Suppl.1-3 G/VAL/N/1/CAN/2	VAL/2/Rev.1/Add.14 G/VAL/N/2/CAN/1	
Chili	s.o.			
Chine	s.o.	G/VAL/N/1/CHN/1, 2 et 3	G/VAL/N/2/CHN/1	
Chypre	s.o.	VAL/1/Add.26 G/VAL/N/1/CYP/2	VAL/2/Rev.2/Add.7	
Colombie	s.o.	G/VAL/N/1/COL/1	G/VAL/N/2/COL/1	
Communautés européennes	G/VAL/N/1/EEC/1	VAL/1/Add.2 + Suppl.1-13 + Suppl.1 G/VAL/N/1/EEC/1/Rev.1	VAL/2/Rev.1/Add.6	
Congo	s.o.			
Corée	G/VAL/N/1/KOR/1	VAL/1/Add.19 + Suppl.1-4 + Suppl.3/Corr.1 G/VAL/N/1/KOR/2	VAL/2/Rev.2/Add.1 + Suppl.1	

<sup>1</sup> Les documents dont la cote commence par "VAL" sont des documents du Tokyo Round. Le tableau reflète la situation à la date de distribution du présent rapport.

Membres	Membres ayant indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (G/VAL/M/1)	Membres ayant communiqué leur législation ou les modifications y relatives conformément à l'article 22:1 et 22:2 de l'Accord	Membres ayant communiqué leurs réponses à la liste de questions (G/VAL/5)	Membres différant l'application de l'Accord conformément à l'article 20:1 ou au paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord ou à l'article IX de l'Accord sur l'OMC
Costa Rica	s.o.	G/VAL/N/1/CRI/1	G/VAL/N/2/CRI/1	
Côte d'Ivoire	s.o.	G/VAL/N/1/COI/1		
Croatie	s.o.	G/VAL/N/1/HRV/1	G/VAL/N/2/HRV/1	
Cuba	s.o.	G/VAL/N/1/CUB/1	G/VAL/N/2/CUB/1	
Djibouti	s.o.			
Dominique	s.o.	G/VAL/N/1/DMA/1		
Égypte	s.o.			
El Salvador	s.o.			
Émirats arabes unis	s.o.			G/VAL/55
Équateur	s.o.			
Estonie	s.o.	G/VAL/N/1/EST/1	G/VAL/N/2/EST/1	
États-Unis	G/VAL/N/1/USA/1	VAL/1/Add.1 + Suppl.1-5	VAL/2/Rev.1/Add.1	
Ex-République yougoslave de Macédoine	s.o.			
Fidji	s.o.	G/VAL/N/1/FJI/1	G/VAL/N/2/FJI/1	
Gabon	s.o.	G/VAL/N/1/GAB/1		
Gambie	s.o.			
Géorgie	s.o.	G/VAL/N/1/GEO/1		
Ghana	s.o.			
Grenade	s.o.			
Guatemala	s.o.			
Guinée, Rép. de	s.o.			
Guinée-Bissau	s.o.			
Guyana	s.o.			
Haïti	s.o.			WT/L/439
Honduras	s.o.			
Hong Kong, Chine	G/VAL/N/1/HKG/1	VAL/1/Add.9	s.o.	
Hongrie	G/VAL/N/1/HUN/1	VAL/1/Add.6	VAL/2/Rev.1/Add.4	
Îles Salomon	s.o.			
Inde	G/VAL/N/1/IND/1	VAL/1/Add.24 + Suppl.1 G/VAL/N/1/IND/2-3	VAL/2/Rev.2/Add.6	
Indonésie	s.o.	G/VAL/N/1/IDN/1	G/VAL/N/2/IDN/1 + Corr.1	
Islande	s.o.	G/VAL/N/1/ISL/1	G/VAL/N/2/ISL/1	
Israël	s.o.	G/VAL/N/1/ISR/1 + Corr.1	G/VAL/N/2/ISR/1	
Jamaïque	s.o.	G/VAL/N/1/JAM/1	G/VAL/N/2/JAM/1	
Japon	G/VAL/N/1/JPN/1	VAL/1/Add.7	VAL/2/Rev.1/Add.8 G/VAL/N/2/JPN/1	
Jordanie	s.o.	G/VAL/N/1/JOR/1	G/VAL/N/2/JOR/1	
Kenya	s.o.	G/VAL/N/1/KEN/1	G/VAL/N/2/KEN/1	
Koweït	s.o.			
Lesotho		VAL/1/Add.21 + Suppl.1	VAL/2/Rev.2/Add.2	
Lettonie	s.o.	G/VAL/N/1/LVA/1	G/VAL/N/2/LVA/1	

Membres	Membres ayant indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (G/VAL/M/1)	Membres ayant communiqué leur législation ou les modifications y relatives conformément à l'article 22:1 et 22:2 de l'Accord	Membres ayant communiqué leurs réponses à la liste de questions (G/VAL/5)	Membres différant l'application de l'Accord conformément à l'article 20:1 ou au paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord ou à l'article IX de l'Accord sur l'OMC
Liechtenstein	s.o.	G/VAL/N/1/LIE/1	s.o.	
Lituanie	s.o.	G/VAL/N/1/LTU/1	G/VAL/N/2/LTU/1	
Macao, Chine	s.o.	G/VAL/N/1/MAC/1	s.o.	
Madagascar	s.o.	G/VAL/N/1/MDG/1		
Malaisie	s.o.	G/VAL/N/1/MYS/1	G/VAL/N/2/MYS/1	
Malawi	G/VAL/N/1/MWI/1	VAL/1/Add.27		
Maldives	s.o.			
Mali	s.o.			
Malte	s.o.	G/VAL/N/1/MLT/1	G/VAL/N/2/MLT/1	
Maroc	s.o.	G/VAL/N/1/MAR/1 et 2 G/VAL/N/1/MAR/1/Rev.1	G/VAL/N/2/MAR/1 G/VAL/N/2/MAR/2	
Maurice	s.o.	G/VAL/N/1/MUS/1	G/VAL/N/2/MUS/1	
Mauritanie	s.o.			
Mexique		VAL/1/Add.25 + Suppl.1-3 + Suppl.1/Rev.1	VAL/2/Rev.1/Add.10 VAL/2/Rev.2/Add.8	
Moldova	s.o.	G/VAL/N/1/MDA/1	G/VAL/N/2/MDA/1	
Mongolie	s.o.			
Mozambique	s.o.			
Myanmar	s.o.			
Namibie	s.o.	G/VAL/N/1/NAM/1		
Nicaragua	s.o.			
Niger	s.o.			
Nigéria	s.o.			
Norvège	G/VAL/N/1/NOR/1	VAL/1/Add.11 + Corr.1 + Suppl.1-2	VAL/2/Rev.1/Add.7	
Nouvelle-Zélande	G/VAL/N/1/NZL/1	VAL/1/Add.12 + Suppl.1	VAL/2/Rev.1/Add.10	
Oman	s.o.	G/VAL/N/1/OMN/1	G/VAL/N/2/OMN/1	
Ouganda	s.o.			
Pakistan	s.o.	G/VAL/N/1/PAK/1		
Panama	s.o.	G/VAL/N/1/PAN/1	G/VAL/N/2/PAN/1	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.			
Paraguay	s.o.			
Pérou	s.o.			
Philippines	s.o.	G/VAL/N/1/PHL/1		
Pologne	s.o.	VAL/1/Add.28 G/VAL/N/1/POL/1 et 2	G/VAL/N/2/POL/1	
Qatar	s.o.			
République centrafricaine	s.o.			
République démocratique du Congo	s.o.			
République dominicaine	s.o.	G/VAL/N/1/DOM/1		
République kirghize	s.o.	G/VAL/N/1/KGZ/1	G/VAL/N/2/KGZ/1	

Membres	Membres ayant indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (G/VAL/M/1)	Membres ayant communiqué leur législation ou les modifications y relatives conformément à l'article 22:1 et 22:2 de l'Accord	Membres ayant communiqué leurs réponses à la liste de questions (G/VAL/5)	Membres différant l'application de l'Accord conformément à l'article 20:1 ou au paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord ou à l'article IX de l'Accord sur l'OMC
République slovaque	G/VAL/N/1/SVK/1	VAL/1/Add.18 + Suppl.1/Corr.1-2 G/VAL/N/1/SVK/2	VAL/2/Rev.1/Add.15 + Suppl.1	
République tchèque	s.o.	VAL/1/Add.18 + Suppl.1/Corr.1-2 G/VAL/N/1/CZE/1, 2 et 3	VAL/2/Rev.1/Add.15 + Suppl.1 G/VAL/N/2/CZE/1	
Roumanie	s.o.	VAL/1/Add.8 + Suppl.1-2 G/VAL/N/1/ROM/1 et 2	VAL/2/Rev.1/Add.9	
Rwanda	s.o.			G/VAL/W/84 <sup>2</sup>
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.			
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.			
Sainte-Lucie	s.o.			
Sénégal	s.o.	G/VAL/N/1/SEN/1		
Sierra Leone	s.o.			
Singapour	s.o.	G/VAL/N/1/SGP/1	G/VAL/N/2/SGP/1	
Slovénie	s.o.	G/VAL/N/1/SVN/1 et 2	G/VAL/N/2/SVN/1	
Sri Lanka	s.o.			
Suisse	G/VAL/N/1/CHE/1	VAL/1/Add.5	s.o.	
Suriname	s.o.	G/VAL/N/1/SUR/1		
Swaziland	s.o.		G/VAL/N/2/SWZ/1	
Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taïpei chinois)	s.o.	G/VAL/N/1/TPKM/1	G/VAL/N/2/TPKM/1-2	
Tanzanie	s.o.			
Tchad	s.o.			
Thaïlande	s.o.			
Togo	s.o.			
Trinité-et-Tobago	s.o.	G/VAL/N/1/TTO/1	G/VAL/N/2/TTO/1	
Tunisie	s.o.	G/VAL/N/1/TUN/1		
Turquie	G/VAL/N/1/TUR/1	VAL/1/Add.29 G/VAL/N/1/TUR/ 2	G/VAL/N/2/TUR/1	
Uruguay	s.o.	G/VAL/N/1/URY/1	G/VAL/N/2/URY/1	
Venezuela, Rép. bolivarienne du	s.o.	G/VAL/N/1/VEN/1	G/VAL/N/2/VEN/1	
Zambie	s.o.	G/VAL/N/1/ZMB/1		
Zimbabwe	G/VAL/N/1/ZWE/1	VAL/1/Add.23	VAL/2/Rev.2/Add.5	
TOTAL		74 <sup>3</sup>	55	

<sup>2</sup> Il s'agit d'une demande de prorogation du délai d'application conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe III, qui est en suspens.

<sup>3</sup> Ce total comprend les notifications des Membres qui ont indiqué que leur législation restait valable dans le cadre de l'Accord de l'OMC (c'est-à-dire ceux figurant dans la première colonne du tableau) et celles effectuées conformément à l'article 22 de l'Accord et à la Décision relative aux notifications (G/VAL/5).